



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 5**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2024

**Document d'action « Réintégrer – Gestion des migrations en Guinée »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	« Réintégrer – Gestion des migrations en Guinée » OPSYS : ACT-62359 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Oui TEI Régionale AWMED: Route migratoire Méditerranée Occidentale/Atlantique TEI Régionale Route Méditerranée Centrale TEI nationale Guinée : « Stabilité et bonne e-gouvernance en Guinée »
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Guinée, sur tout le territoire national.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Multi annuel (PIP) 2021-2027 en faveur de la République de Guinée.
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	L'action s'inscrit dans le domaine prioritaire 3 du PIP : Démocratie, gouvernance et gestion de la migration. En particulier, l'action couvre ; 2/ l'Objectif Spécifique 3.3 du PIP : « Améliorer la gestion de la migration et la réintégration des personnes migrantes de retour en Guinée, avec une priorité particulière envers les mineurs et les femmes » Et les résultats escomptés sont : Résultat 3.3a : La migration est gérée de façon plus efficace Résultat 3.3b : Les migrants de retour reçoivent un support à leur réintégration sociale et économique Résultat 3.3c : La prévention de la migration irrégulière ainsi que la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic des migrants sont renforcés.

<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	151 – Gouvernement et société civile 152 – Conflits, Paix et Sécurité			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	Principal : ODD 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces Autres ODD importants ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs ODD 10 : Réduire les inégalités			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	15190 – Migration 15210 - Gestion et réforme des systèmes de sécurité			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	13.000 (Gouvernement tiers - Coopération déléguée)			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <sup>1</sup>			
<b>10. Marqueurs</b>  (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles		<input checked="" type="checkbox"/>	
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>1</sup> Objectif thématique pour les programmes géographiques (au moins 15 %) dans l'acte délégué.

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>		
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>		
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne Budgétaire 14.020120  Coût total estimé : 28 000 000 EUR  Montant total de la contribution du budget de l’UE : 28 000 000 EUR  Les États membres qui apportent leur soutien aux TEI régionales sont : France, Italie, Belgique et Allemagne (2 000 000 000 EUR – EM + UE).  Les États membres qui apportent leur soutien à la TEI "Stabilité et bonne gouvernance en Guinée” sont : Belgique, Italie et France (pour un montant estimé de 154 000 000 EUR- EM+UE)			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

## 1.2 Résumé de l'action

Cette action s'inscrit dans le domaine prioritaire 3 du PIP : Démocratie, gouvernance et gestion de la migration afin de poursuivre la lutte contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et contre la traite des êtres humains, tout en développant des activités de réintégration soutenables pour les personnes migrantes de retour.

La Guinée est l'un des principaux pays source de la migration irrégulière au sein de l'Union européenne. La migration irrégulière est facilitée par la faiblesse de la gestion des frontières de la part des autorités nationales (faibles contrôles, corruption, manque de ressources et moyens, etc.), ce qui favorise l'essor des phénomènes de criminalité organisée dont la traite des êtres humains et le trafic illicite de personnes migrantes. De plus, le pays doit faire face à un nombre élevé de personnes migrantes de retour, volontaires et non, d'Europe ou des pays africains le long de la route Atlantique/ Méditerranée Occidentale / et de la route Méditerranée centrale sans en avoir les capacités.

Cette action vise à traiter la migration dans son ensemble : en amont en luttant contre les réseaux de trafics de migrants et de traite des êtres humains et en sensibilisant les populations sur les risques liés à la migration irrégulière et les opportunités de migration régulière ; en aval en améliorant la réintégration socio-économique des migrants de retour ; et de façon transversale en appuyant les services chargés de la gestion de la migration. Elle sera divisée en quatre composantes :

1. Renforcement des capacités de contrôles et de surveillance des frontières : l'action renforcera les capacités de la Police Nationale et de la Gendarmerie, inclus les capacités d'investigation des unités judiciaires contre la traite des êtres humains. Cette action constitue la poursuite et la mise à l'échelle au niveau des frontières du projet de Partenariat Opérationnel Conjoint financé par la Commission (un des neuf *work packages* du projet SMUGG) au profit de la gendarmerie, mis en œuvre par Civipol. Par ailleurs, un appui à l'Office National d'Identification (ONI) sera réalisé pour lutter contre la fraude documentaire.
2. Prévention de la migration irrégulière : l'action mettra en œuvre des initiatives de sensibilisation aux risques liés à la migration irrégulière, ainsi que sur les opportunités de mobilité régulière y compris saisonnière. Cette action inclura le renforcement de la coordination entre les autorités locales, les acteurs communautaires et les organisations de la diaspora ;
3. Amélioration de la réintégration socio-économique des migrants de retour avec une priorité particulière envers les jeunes et les femmes : des mécanismes d'accompagnement personnalisé seront mis en place, pour fournir un support psychosocial et favoriser l'accès aux droits pour les personnes migrantes de retour - au niveau central et local, y inclus le support aux acteurs sur le terrain, ainsi qu'un accompagnement personnalisé vers des opportunités socio-économiques, initiatives d'emploi et auto-emploi, et formations techniques classiques ou en alternances ;
4. Appui à la gouvernance et la gestion de la migration au niveau central et déconcentré, en renforçant les capacités des administrations en charge.

Cette action trouvera un ancrage institutionnel avec la mise en œuvre de la politique nationale de la migration, le système d'identification biométrique (programme en cours financé par la Banque Mondiale) et le contrôle efficace des frontières et du territoire. La prévention et la lutte contre la migration irrégulière devraient également être menées conformément au plan d'action renouvelé de l'UE contre le trafic de migrants (2021-2025). Cette action contribuera à renforcer la capacité des autorités guinéennes à prévenir et à combattre le trafic de migrants et à renforcer la coopération internationale dans ce domaine, conformément à l'Alliance mondiale pour la lutte contre le trafic de migrants lancée par la Commission européenne le 28 novembre 2023, avec un appel à l'action visant à renforcer la coopération internationale en matière de prévention du trafic de migrants et de lutte contre ce phénomène et d'offrir des alternatives à la migration irrégulière.

Cette action devrait soutenir les ODD 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » et 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs avec la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> composante de l'intervention, et les ODD 5 « Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » et 10 « Réduire les inégalités » avec la 3<sup>ème</sup> composante.

Cette action est liée à trois TEI :

- 1- La TEI nationale « Stabilité et bonne e-gouvernance en Guinée », qui a pour objectif général d'assurer un état démocratique consolidé, transparent, efficace et capable de fournir les services de base à la population et de gérer efficacement la migration, et dont l'un des objectifs spécifiques est de décourager la migration irrégulière
- 2- Les deux TEI régionales : « AWMED », Route migratoire Méditerranée Occidentale/Atlantique et « CMED » Route Méditerranée Centrale qui œuvrent pour une approche globale des migrations à travers des efforts conjoints des États membres et de l'UE pour relever les défis migratoires auxquels l'UE et ses partenaires d'Afrique du Nord sont confrontés en raison de la recrudescence des flux irréguliers et des abus commis par les réseaux de passeurs et ordonnée.

Des partenariats opérationnels de lutte contre le trafic de migrants sont envisagés dans le cadre de l'approche Team Europe pour renforcer les cadres juridiques, politiques, opérationnels et stratégiques. Plusieurs États membres (France, Espagne et Belgique) devraient prendre part à cette action.

L'action va contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III) 2021-2025<sup>2</sup> visant le domaine d'engagement thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques »

### 1.3 Zone bénéficiant de l'action

Tous les composants de l'action sont réalisés dans la République de Guinée qui est incluse dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Depuis 2015, de façon croissante et continue, la Guinée est devenue un pays source de la migration irrégulière vers l'Europe. De 2017 à 2022, la Guinée a été le premier pays ouest-africain d'émigration irrégulière vers l'Europe et le troisième en ce qui concerne le nombre de retours volontaires assistés. Au cours de ces six années, plus de 40.000 guinéens en situation administrative irrégulière ont été recensés aux frontières de l'UE, alors que 24.000 ont bénéficié d'une assistance au retour volontaire de la part de l'OIM depuis la Libye ou le Niger. Si le nombre d'arrivées depuis la Guinée en Europe a baissé en 2019 et 2020, les chiffres sont repartis à la hausse en 2021 (+2.000). Le nombre de guinéens bloqués sur les routes migratoires est inconnu, mais le nombre de retours volontaires vers la Guinée reste élevé. 4.528 guinéens ont bénéficié d'un Retour Volontaire Assisté sous le projet MPRR entre août 2022 et novembre 2023.

Ce phénomène migratoire s'explique notamment en raison du contexte économique. Si la Guinée est un pays riche, forte de ses ressources naturelles<sup>3</sup>, le chômage des jeunes reste un défi majeur pour le pays, en particulier dans les zones rurales. Avec 64% de la population guinéenne âgée de moins de 25 ans (RGPH III, 2014), l'afflux de jeunes en recherche d'emploi vers le marché du travail est constant. Selon la Banque Mondiale, environ 8,2% des jeunes inscrits à l'agence guinéenne pour la promotion de l'emploi (AGUIPE) (âgés de 15 à 24 ans) sont au chômage<sup>4</sup>. Outre ces jeunes enregistrés au niveau de l'AGUIPE, on estime en réalité, que les jeunes âgés de 15 à 24 ans, sont à 60%<sup>5</sup> économiquement inactifs ou au chômage.

Ces conditions socio-économiques difficiles, combinées à l'instabilité politique, impactent les multiples dynamiques de mobilité humaine. Considérant le contexte sociopolitique fragile, les Guinéens se déplacent vers les pays voisins (74% d'entre eux), ainsi que vers l'Europe (16%)<sup>6</sup>. Nombreux sont les Guinéens qui migrent par voie terrestre en traversant des frontières régionales extrêmement poreuses.

Les principales routes migratoires terrestres passent par les frontières du Mali, du Sénégal et de la Guinée Bissau pour se rapprocher de l'Afrique du Nord et emprunter ainsi la « route méditerranéenne centrale » mais également pour emprunter la « route atlantique » depuis le Sénégal, la Mauritanie ou le Maroc.

Ce phénomène de la migration met en lumière diverses problématiques, et notamment que la perfectibilité de l'action de l'état dans le domaine du contrôle aux frontières terrestres mais également aériennes et maritimes, ainsi que la corruption, facilitent l'essor des phénomènes de criminalité organisée dont la traite des êtres humains et l'essor des réseaux de trafic illicite de migrants. Plus spécifiquement, il est prouvé que la corruption est un facteur important du trafic de migrants et contribue à l'essor des réseaux de passeurs de migrants. Cette analyse est aussi cohérente avec la recherche sur la traite transnationale des êtres humains qui montre que la corruption est un

<sup>2</sup> Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des [Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 \(13947/20\)](#).

<sup>3</sup> Banque mondiale, "Guinea Overview", 13 octobre 2022. <https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview>

<sup>4</sup> Chômage total des jeunes (% de la population active totale âgée de 15 à 24 ans) (estimation modélisée du BIT) - Guinée

<sup>5</sup> Ministère de l'Emploi de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle, « Problématique de la formation professionnelle et de l'emploi », 2021, <https://www.sesric.org/imgs/news/image/703-presentation-1-guinea.pdf>

<sup>6</sup> École supérieure de gouvernance de Maastricht (MMGSoG), 2017. Profil migratoire de la Guinée. Étude sur les routes migratoires en Afrique de l'Ouest et du Centre.

facilitateur de la traite. La corruption peut intervenir à n'importe quel stade du processus de trafic. Parce qu'elle affaiblit les systèmes et les mesures existantes de protection et contrôle aux frontières, elle peut véritablement nuire aux efforts visant à réduire le trafic de migrants. Les profits considérables générés par les opérations de trafic de migrants et de traite des êtres humains rendent aussi la corruption possible à grande échelle.

### **Renforcement des capacités de contrôles et de surveillance des frontières**

Les effectifs et les moyens déployés en zone frontalière pour contraindre les réseaux criminels et les empêcher de prospérer demeurent insuffisants. La faiblesse des capacités d'investigation et l'animation insuffisante du renseignement territorial ne permettent pas à ce jour d'obtenir des résultats probants dans la lutte contre les réseaux criminels. De ce fait, la surveillance et le contrôle des frontières constituent une préoccupation centrale des autorités guinéennes, tant pour des questions migratoires, que pour des questions de criminalité organisée, voire de terrorisme. En l'état, la surveillance des frontières est fragilisée par un manque d'organisation, de moyens et de coordination. La police nationale est placée sous l'autorité du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC), tandis que la gendarmerie nationale relève du ministère de la Défense. Il est prépondérant que la Direction Centrale de la Police aux frontières (DCPAF) puisse jouer son rôle central de coordination et d'animation de la lutte contre l'immigration irrégulière incluant les différents acteurs de la police et de la gendarmerie nationales.

À ce jour, 320 points de passages frontaliers (PPF) terrestres sont recensés mais seuls 16 sont réellement équipés. L'OIM a entrepris depuis 2017 des travaux de réhabilitation et d'équipements de 9 PPF. De nombreuses zones frontalières sont mal contrôlées (indistinctement par la Police ou par la Gendarmerie), d'où la nécessité de renforcer le maillage territorial en fonction des zones de compétence respectives et de mieux coordonner les services. Un meilleur contrôle des frontières permettrait de lutter plus efficacement contre le dynamisme des trafics et des réseaux qui les organisent, affectant tout à la fois la stabilité du pays et celle de la région du Golfe de Guinée. Cette lutte contre l'immigration irrégulière ne pourra être efficace que si l'action des services d'enquêtes est performante, d'où la nécessité d'un appui conséquent à ces services. Ceci s'inscrit dans la continuité du projet *Partenariat Opérationnel Conjoint* France - Guinée pour la prévention et la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains (Réf. : POC SMUGG, Grant 879227), un des neuf *work packages* du projet SMUGG, et dans la lignée du NETCOP (NETworking of Common Operational Partnerships), projet régional financé par la Commission, et qui vise à établir un réseau opérationnel entre les Partenariats Opérationnels Conjoints (POC) et les Équipes Conjointes d'Investigation (ECI) en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Des équipes de terrain, dirigées par la France et/ou l'Espagne, encadrent et travaillent avec les Unités Nationales d'Investigation (UNI) spécialisées dans la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. Ainsi la présente action viserait entre autres à étendre et à renforcer l'appui aux forces de sécurité intérieure pour qu'elles puissent exercer plus efficacement leur mission de contrôle des zones frontalières et des points de passage frontaliers. Ceci faciliterait la lutte contre le trafic illicite de personnes migrantes, mais aussi la lutte contre les réseaux criminels de traite des êtres humains et la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes. L'action soutiendra la collaboration régionale, grâce aux autres POC, qui prévoient des actions conjointes. L'échange d'information opérationnelle continuera d'être appuyé par le NETCOP. L'action visera à assurer la complémentarité avec les agences de l'UE (Frontex, Europol, Eurojust), le cas échéant.

Outre les aspects sécuritaires, la gestion de la migration fait appel à de nouvelles politiques de retours et de réintégration.

### **Amélioration de la réintégration socio-économique des migrants de retour avec une priorité particulière envers les jeunes et les femmes et les personnes vivant avec un handicap**

Depuis 2005, la question d'assurer la réintégration durable des personnes migrantes de retour est au cœur des préoccupations internationales. Les organisations internationales, telles que l'OIM, ont accompagné des centaines de personnes migrantes guinéennes de retour en Guinée<sup>7</sup>. Depuis 2016, les problématiques liées aux retours et à la réintégration en Guinée ont pris de l'ampleur au niveau international et européen, par exemple avec la "Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants" en 2016, le "Pacte mondial sur les réfugiés" (PMR) et le "Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières" (PMO) en 2018, et au niveau de l'UE, en particulier avec le "Plan d'action de La Valette" en 2015. D'un point de vue opérationnel, l'UE a visé le renforcement de la

<sup>7</sup> IOM « Retour volontaire de migrants bloqués », communiqué global, 2006, <https://www.iom.int/fr/news/retour-volontaire-de-migrants-bloques>



coopération avec les partenaires africains, y compris dans la mise en œuvre de la dimension extérieure de la politique migratoire européenne. La protection des personnes migrantes, le retour volontaire, la réadmission et les mesures de réintégration représentent des aspects importants des efforts conjoints. Dans le cadre du Plan d'Action de La Vallette, on rappelle l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des personnes migrantes, financée par le "Fonds fiduciaire d'urgence pour la lutte contre la migration irrégulière et les causes profondes de l'instabilité en Afrique"<sup>8</sup>.

Sur base de ces expériences, une étude commandée par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) recommande que les acteurs nationaux jouent progressivement un rôle plus central dans la phase d'assistance à la réintégration (après l'arrivée), les agences gouvernementales étant en première ligne<sup>9</sup>. Elle suggère en outre que ces futurs mécanismes promeuvent des plateformes nationales de retour et de réintégration dirigées par le gouvernement.

Pour pérenniser les acquis de l'initiative conjointe UE-OIM et poursuivre le soutien des retours volontaires dans les pays d'origine et la réintégration durable des personnes qui rentrent chez elles, un programme régional de protection, de retour et de réintégration des migrants (MPRR) a été initié en 2022 (contribution totale de l'UE de 180 millions d'euros), et devrait se décliner en complémentarité avec de possibles futures actions au niveau national. Dans cette optique, la présente Action vient compléter le programme MPRR et contribuera à définir les bases pour la pérennisation des efforts au-delà du MPRR après 2025, tout particulièrement dans une perspective d'appropriation par les autorités nationales.

Le cadre légal et réglementaire de la Guinée vise à éliminer toutes les formes d'inégalités de genre. En effet, le pays a ratifié les principaux instruments internationaux - Conventions sur l'Élimination de toutes les Formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF) et de la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE)- et régionaux relatifs aux droits des femmes et dispose d'un arsenal juridique qui garantit le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, comme le nouveau Code Civil et le nouveau Code de l'enfant adoptés en 2019.

Malgré les progrès, le manque de ressources financières et humaines, le manque de qualification, ainsi que l'application limitée des textes de lois et le vide juridique dans certains secteurs rendent difficile l'accès des femmes à leurs droits : leur situation reste encore largement régie par des règles et pratiques coutumières et patriarcales<sup>10</sup>.

La Guinée a signé et ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) respectivement le 16 mai 2007 et le 8 février 2008. La Guinée dispose de nombreuses lois qui abordent directement le handicap. Les principales sont le Décret D/2018 du 13 juillet 2018, relatif à la protection et à la promotion des personnes en situation de handicap, ainsi que la Loi sur la Protection et la Promotion des Personnes atteintes d'Albinisme, du 6 avril 2021<sup>11</sup>.

### **Poursuivre les engagements internationaux**

Le retour et la réintégration durable sont des composantes essentielles du nouveau "Pacte européen sur les migrations et l'asile" (2020), qui vise à établir une approche globale et intégrée pour des systèmes de migration et d'asile efficaces et durables. Cela se reflète également dans la Communication de la Commission européenne qui établit la "stratégie de l'UE sur l'aide au retour volontaire et à la réintégration durable" (2021). L'objectif de cette stratégie est d'établir une approche plus coordonnée et intégrée de l'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR), d'établir de meilleurs liens avec d'autres initiatives de développement, et de renforcer la capacité et l'appropriation des pays tiers à réintégrer leurs ressortissants, en vue de rendre l'aide au retour volontaire et à la réintégration plus durable.

Ces aspects ont été réitérés lors du 6<sup>e</sup> sommet UE-Union Africaine de 2022 où les dirigeants se sont engagés à instaurer un partenariat renforcé et réciproque qui englobe tous les aspects de la migration et de la mobilité de

<sup>8</sup> Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Gambie

<sup>9</sup> Samuel Hall (2021) Étude sur les programmes de retour, de réadmission et de réintégration en Afrique, avril 2021, commandée par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

<sup>10</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre au niveau national. Guinée.

<sup>11</sup> African disability rights year book: <https://www.adry.up.ac.za/section-b-2021/guinee>

manière équilibrée. Dans le contexte du retour et de la réintégration, la promotion du retour volontaire assisté et de la réintégration durable est mis en avant<sup>12</sup>.

La réintégration durable figure aussi parmi les objectifs principaux des deux Team Europe's Initiatives (TEI) mises en place le long de la route de l'Atlantique/Méditerranée occidentale et de la Méditerranée centrale. Une des composantes de la TEI route migratoire Méditerranée occidentale/Atlantique, vise à soutenir le retour volontaire assisté sûr et la réintégration durable en renforçant les modèles multipartites qui fournissent une aide au retour volontaire et à la réintégration complète et axée sur le développement.

Cette action répond aussi à l'appel à l'action pour développer une alliance mondiale pour lutter contre le trafic illicite des migrants, suite à la conférence internationale convoqué par la présidente de la Commission européenne en novembre de 2023.

### **Appropriation de la politique migratoire par les autorités régionales et nationales**

Dans le contexte de l'augmentation des retours des personnes migrantes dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les institutions des pays d'origine doivent s'assurer que ces personnes sont incluses dans leurs stratégies et leurs programmes, afin qu'elles puissent bénéficier d'un soutien psychosocial et économique qui facilite leur réintégration dans la société. À ce jour, les autorités nationales en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée, n'ont pas la capacité de répondre aux besoins de réintégration des personnes migrantes de retour, et encore moins de leur fournir des opportunités socio-économiques pour faciliter leur réintégration. Suite au coup d'état du 5 septembre 2021, les autorités de la Transition se sont dotées d'une feuille de route pour organiser le retour à l'ordre constitutionnel. Le Programme de Référence Intérimaire de la Transition (PRI) constitue la déclinaison opérationnelle de celle-ci et couvre une période de 36 mois. Le document se décline en 5 axes, dont le 3ème s'intéresse au cadre légal et la gouvernance, notamment au niveau local, tandis que le 4ème vise un renforcement de l'action sociale, l'emploi et l'employabilité. En termes de politique migratoire de la Guinée, la structure responsable de son élaboration et du suivi des stratégies est la Direction Générale des Guinéens établis à l'Etranger (DGGE), sous l'autorité du Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger de la République de Guinée. Une analyse des capacités de la DGGE, dans ses structures impliquées dans la gouvernance migratoire, a été achevée en septembre 2023 ; ses conclusions alimenteront l'approche à prendre dans le volet de renforcement de capacités que ce document d'action propose. Aujourd'hui, la politique migratoire de la Guinée s'articule autour de cinq (5) axes principaux : la gestion des frontières et la gouvernance de la libre circulation ; le développement d'une réponse à la traite des êtres humains ; la gestion de la migration forcée et celle des mineurs non accompagnés ; la promotion de la migration régulière de la main-d'œuvre ; enfin la promotion de la migration et du développement en Guinée.

### **Pérennisation des acquis dans la gestion de la migration en Guinée**

La Guinée présente la caractéristique d'être à la fois un pays de départ et de transit de la migration, y compris irrégulière. Étant l'un des premiers pays de l'Afrique subsaharienne dont sont originaires les demandeurs d'asile dans l'espace de l'UE<sup>13</sup>, le besoin en matière de retour et de réintégration est connu. Il s'est traduit notamment par un nombre élevé d'individus ayant bénéficié d'une aide au retour volontaire (ARV), dans le cadre notamment de l'initiative conjointe de l'UE et de l'OIM. En effet, pour améliorer la protection, le retour volontaire et la réintégration des migrants le long de la route de la Méditerranée centrale en Afrique, l'UE, par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (EUTF), avait lancé en 2016, avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Initiative conjointe pour la protection et la réintégration des migrants en Afrique. Nombreuses sont les personnes migrantes de retour dans leur pays d'origine qui ont bénéficié d'une prise en charge holistique à la réintégration. Mais le projet de l'OIM s'achève bientôt et il faut pérenniser ses acquis. De même, il faut veiller à poursuivre des activités similaires au projet d'appui à la Lutte contre la Traite des Personnes (ALTP). C'est le programme régional de protection, de retour et de réintégration des migrants (MPRR), initié en 2022, avec une contribution totale de l'UE de 180 millions d'euros, qui prend le relais jusqu'à la fin 2025 de l'Initiative Conjointe UE-OIM pour ce qui concerne les retours volontaires et les appuis individuels pour la réintégration. Les besoins ultérieurs en termes de réintégration devront être repensés dans un cadre national en priorité.

<sup>12</sup> [6e sommet Union européenne-Union africaine : Une vision commune pour 2030 \(europa.eu\)](https://europa.eu)

<sup>13</sup> Depuis le début de l'initiative conjointe, l'OIM a aidé au retour volontaire d'environ 23 099 personnes en Guinée (deuxième pays après le Mali), soit environ 10 fois plus que l'objectif initial du programme.



### **Poursuite des initiatives de sensibilisation aux risques liés à la migration irrégulière, aux alternatives locales et nouvelles sensibilisations sur les opportunités de la migration régulière**

Le manque d'informations sur les risques associés à la migration, expose ces personnes en mobilité à des conditions précaires, à diverses formes de violence, à l'exploitation et même à la perte de vies humaines. La sensibilisation est donc essentielle pour informer les potentiels migrants sur les risques et les réalités de la migration irrégulière, mais elle peut être porteuse d'espoir en informant également sur les opportunités de migration régulière et socio-économiques au niveau national. Selon les organisations de la société civile guinéenne qui s'occupent d'accueil et de réintégration des migrants de retour, une grande partie des migrants de retour ont vécu des difficultés extrêmes liées au voyage et aux conditions de vie dans les pays de transit et de destination lorsque celle-ci a été atteinte. Les violences et les différents types d'exploitation au cours du voyage présentent des situations rassemblant les indicateurs de la traite des êtres humains. Sur 100 femmes, migrantes de retour écoutées et accueillies, 90 avaient été victimes de traite (Organisation Guinéenne pour la Lutte contre la Migration Irrégulière, Présentation des résultats du projet TEH, 2023).

Dans une perspective de pérennisation, il apparaît essentiel de travailler sur la dimension institutionnelle de renforcement des capacités de gouvernance de la réintégration à différentes échelles, en même temps que sur l'offre d'opportunités d'insertion et l'information sur les possibilités de mobilité sûre et régulière.

## **2.2 Analyse des problèmes**

### **Répartition des tâches/responsabilités entre les corps régaliens**

Le fonctionnement de la Direction Centrale de la Police aux Frontières (DCPAF) guinéenne demeure à ce jour très perfectible sur le plan opérationnel. Dans les faits, cette direction n'exécute que partiellement sa mission régaliennne de contrôle des frontières en limitant son action à quelques points de passage frontaliers importants ainsi qu'à l'aéroport international de Conakry. Responsable de la délivrance des titres de séjour et d'identité, elle consacre une partie importante de son activité à cette tâche qui l'éloigne de sa fonction principale. Pour répondre à cette difficulté et permettre à la DCPAF d'endosser pleinement son rôle de leader en matière de lutte contre la migration irrégulière, la Guinée a récemment décidé de transmettre la prérogative de la délivrance des titres à un organe indépendant ; l'Office National d'identification (ONI). Cependant, à ce jour, l'ONI n'est pas encore opérationnel. Il s'agira donc de renforcer les capacités de l'ONI en matière de fraude documentaire et de concourir notamment à l'identification des faux dans la conduite des enquêtes des unités spécialisées.

À ce jour, la quasi-totalité des affaires de trafic illicite de migrants et de traite des êtres humains est traitée par les services spécialisés de la Direction Centrale des investigations judiciaires (DCIJ) de la Gendarmerie Nationale ou pour la Police Nationale par l'Office de Protection du Genre de l'Enfance et des Moeurs (OPROGEM) en charge de recevoir les plaintes et d'enquêter sur les cas de traite et de travail des enfants. La DCIJ, soutenue depuis 2020 par le Partenariat Opérationnel Conjoint financé par la Commission et mis en œuvre par CIVIPOL, bénéficie de compétences techniques et opérationnelles pour mener à bien ses fonctions.

Deux difficultés majeures subsistent :

- Le maillage territorial et la gestion des frontières demeurent trop limités pour répondre efficacement à un phénomène par nature transnational.
- La coordination entre les services compétents est encore trop faible pour permettre aux affaires judiciaires de trafic illicite de migrants et de traite des êtres humains de se nourrir de données fiables et centralisées.

L'action proposée s'appuiera sur les engagements de la Guinée de redonner à la DCPAF son rôle de leader en matière de lutte contre la migration irrégulière en la libérant de ses fonctions liées à la délivrance des titres. L'action accompagnera notamment cette Direction en matière de coordination avec les services compétents tout en lui permettant d'acquérir ses propres compétences d'investigation.

### **Manque d'information sur les risques associés à la migration irrégulière, les alternatives locales ainsi que les opportunités de la migration régulière**

Ce manque d'information expose les personnes désireuses d'entreprendre un parcours migratoire à des conditions précaires, à diverses formes de violence, à l'exploitation ou la cooptation par des réseaux criminels, voire même à la perte de vies humaines. La sensibilisation est donc nécessaire, non seulement pour informer sur les dangers de

la migration irrégulière, mais aussi pour souligner les opportunités socio-économiques locales et l'existence de canaux légaux et sûrs de la mobilité à l'international.

### **Fragilité de la politique de réintégration des migrants de retour**

- Hormis leur engagement dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM et désormais dans le cadre du programme régional MPRR, les institutions publiques jouent un rôle relativement limité dans l'accompagnement des personnes migrantes de retour dans leur parcours de réintégration ; rôle qui reste fortement dépendant de l'appui des PTF. Bien que certaines institutions aient le mandat d'assurer la gestion et le suivi de la migration de retour, ces dernières ne sont, à date, pas à même d'assurer le référencement, l'orientation et la prise en charge d'un nombre élevé de personnes migrantes de retour. D'où l'importance de renforcer les parcours de réintégration. L'OIM soutient la Guinée par le biais de programmes de renforcement des capacités des acteurs clés des ministères sectoriels impliqués dans la gestion et la gouvernance des migrations. L'OIM apporte également un soutien institutionnel et opérationnel par la mise en place d'organes et de structures pour le suivi des projets, la gestion des données migratoires et l'appropriation par les communautés des actions de l'OIM sur le terrain, notamment l'appui pour l'élaboration du Profile et de la Politique migratoire, et le rapport des Indicateurs de Gouvernance de Migrations (en cours). En outre, l'OIM Guinée appuie le gouvernement pour la participation à des forums régionaux et internationaux sur la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations à travers le Réseaux de Nationaux Unis pour les Migrations.

La Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE) du Ministère des Affaires Étrangères est en charge des questions relatives à la migration. Une analyse des capacités et besoins des structures impliquées dans la gouvernance migratoire a été achevée en septembre 2023. Ses conclusions alimenteront l'approche à prendre dans le volet de renforcement de capacités que ce document d'action propose. Plus spécifiquement, l'étude a analysé la législation et la réglementation sur la migration et la réintégration des migrants de retour, l'identification des *gaps* législatifs et des instruments nécessaires à développer ; la cohérence entre législation et mandat ainsi que la structuration de la Direction Générale des Guinéens à l'Étranger (DGGE) et de ses services connexes, à savoir le Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS) et l'Observatoire guinéen des Migrations (OGM), de manière à analyser les points forts et les points faibles (bilan des activités) de l'organisation actuelle du secteur de la migration en Guinée. L'étude fait des propositions visant le renforcement des capacités du personnel de la DGGE en matière de programmation, planification, budgétisation et suivi de l'action publique dédiée au secteur de la migration, et couvre les besoins en formation liés au déploiement du dispositif BAOS sur le terrain, au renforcement de l'OGM. Enfin, il est prêté attention au réseau existant et/ou à créer pour la coordination de la migration et de la réintégration des migrants de retour au niveau national : le Cadre de Concertation Nationale sur les Migrations, le système de référencement des migrants de retour et sa gestion officielle.

Pour la coordination de tous les acteurs, la DGGE a lancé en mars 2023 le Cadre de Concertation Nationale sur les Migrations (CCNM). Il a pour mission de (1) donner des avis et de formuler des recommandations sur les questions migratoires ; (2) s'assurer que la gouvernance de la migration soit alignée aux programmes sectoriels ; (3) faciliter la concertation entre les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile impliquées dans la gestion des questions migratoires ; (4) veiller à l'harmonisation de la Politique Nationale Migratoire et des stratégies sur la migration avec celles de la CEDEAO et de l'Union africaine. Cette structure n'est pas encore opérationnelle ; il n'y a pas de bilan initial.

Dans la marge, un Fonds d'Assistance aux guinéens rapatriés a été créé avec comme objectif la réinsertion socioprofessionnelle des Guinéens rapatriés.

### **Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

Le projet travaillera en concertation avec :

*Titulaires d'obligations :*

Au niveau national il s'agit du **Direction Centrale de la Police aux Frontières (DCPAF)** : elle constitue une partie prenante centrale du projet, en cours de réforme afin de lutter plus efficacement contre la corruption et d'améliorer le fonctionnement de l'institution policière. Le Directeur Central, le Directeur Général de la Police Nationale (DGPN) et le Ministre de la Sécurité montrent une réelle volonté pour recentrer la DCPAF sur son rôle

de gestion des frontières, et améliorer son fonctionnement. Cette volonté constitue une opportunité pour la réussite du présent programme. Les besoins en personnels spécialisés (OPJ) dans le cadre de l'action proposée nécessiteront une réorganisation des ressources humaines au niveau de la DGPN, qu'il est important d'anticiper.

**La gendarmerie nationale** : elle a été un partenaire fiable du projet SMUGG, répondant aux objectifs assignés. L'appui apporté par ce projet à la Section de recherche de Conakry puis à la Direction Centrale des investigations judiciaires (DCIJ) a été essentiel pour renforcer les capacités d'investigation de la Gendarmerie. La gendarmerie est favorable à une réorganisation de ses effectifs et de son organisation territoriale, en vue de devenir un acteur majeur, sous la coordination de la DCPAF, de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants, sous l'impulsion de son chef, le Haut Commandant de la Gendarmerie (HCGN).

**L'Office National d'Identification (ONI)**, entité administrative récemment créée, doit devenir un organisme de référence dans le cadre de la délivrance des titres sécurisés et un partenaire incontournable pour les enquêteurs guinéens et pour les pays étrangers impactés par une immigration irrégulière favorisée par une fraude à l'état civil et une fraude documentaire importante.

**Le ministère de la Justice**, et en particulier au sein de l'ordre judiciaire, les magistrats du Parquet (Procureur) jouent un rôle clé dans la direction et le suivi des enquêtes judiciaires. Le renforcement de la chaîne pénale devra concourir à la réussite du projet.

**Le Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger de la République de Guinée**, et plus spécifiquement avec l'une de ses directions générales. De manière spécifique, le Ministère sera associé à l'intervention au travers de la **Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger** (DGGE), en charge de la mise en œuvre de la politique migratoire Guinée (PMG), ainsi qu'avec ses services déconcentrés et décentralisés, tels que les Bureaux d'accueil, d'orientation et de suivi- BAOS. Cette direction appuie et suit l'ensemble des interventions en lien avec la migration. Le Ministère accomplit sa mission avec des organismes publics autonomes qui sont notamment l'**Observatoire Guinéen des Migrations** (OGM) et le **Fonds d'assistance des Guinéens rapatriés** ; des services extérieurs (ambassades, missions permanentes et consulats) et des organes consultatifs dont le Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger et le Cadre de Concertation Nationale sur les Migrations.

**Le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS)**, au travers de sa **Direction Nationale de l'Emploi des Jeunes**. Cette direction appuie et suit l'ensemble des interventions liées à l'insertion des jeunes. Elle coordonnera le lien avec les autres services du Ministère qui pourraient être impliqués comme par exemple le Fond National pour l'Insertion des Jeunes (FONIJ) (pour certaines activités liées à l'entrepreneuriat) et l'AGUIPE (Agence Guinéenne de promotion de l'Emploi- METFPE) pour les aspects liés au suivi des listes de créations d'emplois. L'action appuiera également les **Centres d'identification et d'orientation professionnelle** (CIOJ) formalisés depuis peu au sein des **Maisons des jeunes**, par le Ministère de la Jeunesse et des Sports en vue de consolider les acquis du projet INTEGRA<sup>14</sup>.

**Le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables**, afin de promouvoir sa capacité d'intégrer une approche par le droits et l'égalité de genre dans tous les autres ministères et leurs activités.

La thématique de l'insertion des jeunes et de la création d'emplois est transversale avec deux autres Ministères identifiés mais également avec d'autres Ministères qui seront sollicités en fonction des sujets et des besoins : le **ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail (METFP/ET)** et le **Ministère du Commerce**. Ces deux Ministères seront associés pour que les orientations stratégiques de l'intervention répondent aux objectifs fixés par les politiques nationales en matière d'insertion et de création d'emplois.

**L'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE)** est l'établissement public à caractère social et administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle. Elle a un rôle d'orientation des demandeurs d'emploi et diplômés et prend part à des salons de l'emploi afin d'attirer les compétences des Guinéens à l'étranger. Elle collabore avec l'OFII (Office français de l'Immigration et de l'Intégration) pour la réinsertion professionnelle (emploi salarié) des Guinéens de retour. Elle délivre également les permis de travail. L'AGUIPE s'appuie sur les données collectées par l'Observatoire de

<sup>14</sup> [https://trust-fund-for-africa.europa.eu/our-programmes/programme-dappui-lintegration-socio-economique-des-jeunes-integra\\_en](https://trust-fund-for-africa.europa.eu/our-programmes/programme-dappui-lintegration-socio-economique-des-jeunes-integra_en)

l'emploi et métiers afin d'identifier les besoins des demandeurs d'emploi en Guinée. Pour le moment, ils sont en train de faire un mapping des métiers en tension et de renforcer leurs bases de données sur les demandeurs d'emploi. Ce mapping couvrant les 7 régions et 4 préfectures permet de connaître les problématiques, les besoins d'insertion et d'entrepreneuriat des préfectures.

**L'Agence de Promotion des Investissements Privés « APIP-Guinée »** est sous la tutelle de la Présidence de la République et a pour mission de promouvoir l'investissement privé et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de développement des investissements privés nationaux et étrangers.

**Le Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes et Pratiques Assimilées (CNLTTPA)**, notamment le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance qui en assure la tutelle. Le CNLTTPA est l'organe d'impulsion, de conception et d'élaboration des politiques, programmes et projets relatifs à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées. Ses membres et démembrés au niveau local auront une valeur ajoutée notable sur le volet institutionnel mais aussi dans le référencement, l'accompagnement et la protection des migrants de retour victimes de traite, ainsi que sur le volet prévention. Le 18 octobre 2023, la CNLTTPA a validé un nouveau plan opérationnel de lutte contre la traite 2023-2025 avec l'aide du projet ALTP.

La Guinée s'est aussi dotée de deux outils essentiels pour la coordination de tous les acteurs impliqués dans la traite des êtres humains et les pratiques assimilées à la traite, notamment le mécanisme national de référencement et les procédures standards opérationnelles pour l'identification, le référencement et l'accueil des personnes victimes de la traite et des pratiques assimilées. Dans le cadre du projet régional ALTP, une collaboration entre le CNLTTPA et les ONG guinéennes a permis de sensibiliser plus de 70.000 personnes migrantes ou des migrants potentiels sur la traite des êtres humains et les risques de la migration irrégulière, sur la base de la stratégie de communication développée et validée.

**Les collectivités locales** seront également au cœur de l'action du fait du principe de mise en œuvre qui a été choisi, à savoir accompagnement et renforcement de la gouvernance locale, renforcement de la coordination entre acteurs, activation du système de référencement au niveau des territoires ciblés. L'action s'appuiera sur les outils de planification dont disposent ces collectivités territoriales (plan de développement régional, plan de développement communal, etc.).

**Le secteur privé, les entreprises et incubateurs**, jouent un rôle clef pour assurer la réintégration socio-économique des personnes migrantes de retour.

*Titulaires de droits :*

**Les organisations de la société civile**, en particulier associations de femmes, associations des jeunes, les organisations communautaires de base, les associations de la diaspora, les communautés religieuses, les associations de personnes vivant avec un handicap, seront également parties prenantes pour couvrir tout le volet sensibilisation, mais également l'accès aux droits, incluant l'accueil, l'appui psycho-social, l'appui juridique et judiciaire, la réinsertion familiale et la réintégration communautaire. L'action pourrait capitaliser sur les outils développés par l'association Terre des Hommes et l'Organisation Guinéenne pour la Lutte contre la Migration Irrégulière (OGLMI) dans le cadre du programme INTEGRA, ainsi que d'autres ONG travaillant dans l'accueil des migrants de retour avec un focus sur les femmes migrantes. Elle pourrait également s'appuyer sur l'expertise des OSC partenaires du projet d'Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes financé par l'Union Européenne. Plus spécifiquement, l'OGLMI gère un centre d'accueil de jour, pour migrants de retour et son équipe a développé une expertise dans l'accueil, l'écoute et la prise en charge psychosociale des migrants de retour ainsi que dans la formation professionnelle. L'ONG s'est aussi engagée dans la sensibilisation des migrants et potentiels migrants à travers différentes stratégies telles que la production et projection de films, les groupes de discussion en communautés, les émissions radio et les performances artistiques. Les ONG Sabou Guinée et Agir Pour l'Enfant gèrent des centres d'accueil pour victimes de traite et vulnérables à la traite, respectivement à Conakry et dans la région de Nzérékoré. Elles ont aussi une expérience avérée dans la réintégration familiale et communautaire et la formation professionnelle. Enfin, l'État a aussi inclus l'infraction de traite des êtres humains dans le nouveau code pénal de 2016 et autorisé les ONG à agir en justice au nom des victimes. Elles pourront jouer un rôle en ce sens.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général est de renforcer la gestion des migrations, la politique migratoire et la gouvernance des migrations en Guinée.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. **Renforcer** les capacités de contrôles aux frontières et d'investigations de la police et de gendarmerie, en étroite collaboration avec la Justice concourant à une meilleure gestion des flux de personnes, à la surveillance et protection des frontières et à une amélioration dans la lutte contre le trafic de personnes migrantes et la traite des êtres humains y compris la lutte contre la corruption
2. **Améliorer** la gestion et la gouvernance de la migration, à travers la coordination des services en charge, la diffusion de l'information et la réintégration durable des personnes migrantes de retour en Guinée avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

Les produits à livrer par cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

- Contribuant à l'OS1 :

1.1 La DCPAF est mieux organisée et forte d'une meilleure gouvernance, lui permettant de remplir pleinement ses missions de contrôle aux frontières (aérienne, terrestre et maritime) et de chef de file dans le cadre de la lutte contre les migrations irrégulières.

1.2 - Les capacités d'action et de mobilité de la gendarmerie nationale sont renforcées dans les trois zones frontalières présentant un intérêt stratégique et une vulnérabilité particulière (Mali - Sénégal - Guinée-Bissau) et aux abords de la frontière maritime bissau-guinéenne.

1.3 L'Office Nationale d'Identification (ONI) bénéficie de renforcement de capacités en matière de fraude documentaire, y compris de lutte contre la corruption et concourt à l'identification des faux dans la conduite des enquêtes des unités spécialisées.

- Contribuant à l'OS2

2.1. La prévention et sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière, le trafic des migrants et la traite des êtres humains, avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap est améliorée.

2.2. L'accès à l'information sur les opportunités socio-économiques au niveau national et sur les opportunités de mobilité régulière à l'international est renforcé avec une priorité particulière envers les jeunes et les femmes.

2.3 Les capacités de gestion de la migration par la DDGE et autres acteurs centraux et locaux, dont la société civile, sont renforcées.

2.4. La réintégration durable des personnes migrantes de retour et victimes de la traite est améliorée avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

#### 3.2 Activités indicatives

Pour l'ensemble des activités liées à l'objectif spécifique 1, on s'assurera de mettre en place des mécanismes efficaces pour détecter, enquêter sur, et prévenir le trafic de migrants en collaboration avec les autorités compétentes et protéger les migrants en situation de vulnérabilité et victimes de trafic et de traite en assurant leur protection conformément aux normes internationales applicables et la pleine applicabilité des procédures opérationnelles standards et des mécanismes de référencement. La protection devra inclure - en plus des victimes de la traite - des mesures spécifiques visant les migrants les plus vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les demandeurs d'asile.

On veillera aussi à une prise en compte de la dimension du genre : des modules spécifiques accompagneront systématiquement les formations et mentorats sur le respect des droits des victimes du trafic et la prise en compte du traitement différencié des femmes victimes. De même, les formations comprendront des modules « Droits humains » incluant principalement le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, de redevabilité et de non-discrimination. La dimension « respect du droit de la personne » sera prise en compte de manière transversale dans le cadre des formations au profit des enquêteurs.



## **Activités liées au produit 1.1:**

### **Restructuration de la DCPAF**

- Audit de démarrage de la DCPAF.
- Appui à l'élaboration de procédures standards pour l'harmonisation et le pilotage des postes frontières.
- Appui à la révision de l'organigramme, y compris identification des fonctions, processus et systèmes qui sont ou peuvent être vulnérables à la corruption. Révision du décret de création lui donnant les pleines compétences en matière de contrôle des frontières.
- Production des textes portant la création des divisions de coordination nationale et des investigations, y compris un code de bonnes pratiques et une formation sur l'usage de l'autorité ;
- Rédaction des actes et directives d'application et appui au pilotage des directives.
- Fourniture d'équipements nécessaires à la conduite de l'enquête.
- Réhabilitation d'infrastructures.

### **Opérationnalisation de la Division « Coordination Nationale »**

- Appui à la mise en place d'un mécanisme de partage et de remontée de l'information, y compris sur les faits de corruption
- Formation des effectifs de la Division (20 pax) : connaissance des textes nationaux et internationaux (contrôle des frontières, réciprocité, libre-circulation, visa), connaissance du contexte national, fraude documentaire, gestion et traitement du renseignement, bureautique, corruption
- Fourniture d'équipements\*.
- Appui à la création/application de modules de formation PAF (initiale et continue) dans le curriculum de l'école de police et formation de formateurs avec une approche de genre et une attention particulière aux personnes vivant avec un handicap.
- Mise en place d'une cellule « détection » à l'aéroport (Formation fraude documentaire, équipements).
- Mentorat.

### **Mise en place des cellules d'investigation décentralisées**

*Points de Passage Frontalières (PPF) : Boundoufoundou, Pamelap, Kouremale*

- Formation des effectifs spécialisés des 3 PPF : connaissance des textes, techniques d'audition, fraude documentaire, politique de zéro tolérance vis-à-vis de la corruption
- Fourniture d'équipements\*.
- Réhabilitation d'infrastructures.
- Mentorat.

## **Activités liées au produit 1.2 :**

### **Action territoriale de la Gendarmerie Nationale**

*Appui à la transformation de 6 Postes Frontière en Brigades Frontière (BF)*

- Formation des effectifs et de formateurs : connaissance des textes et du contexte national, fraude documentaire, techniques d'audition, recherche et remontée du renseignement.
- Fourniture d'équipement\*.
- Réhabilitation d'infrastructures.

*Appui à la création de 2 Brigades Nautiques*

- Formation des effectifs et de formateurs : action de l'État en mer, pilotage et entretien des embarcations, recherche et remontée du renseignement, techniques d'audition.
- Fourniture d'équipements\*.

*Appui à la transformation de 3 Escadrons de Gendarmerie mobile (EGM) en Escadrons de Gendarmerie aux Frontières (EGF)*

- Formation de la hiérarchie des 3 EGF : Connaissance des problématiques et textes liés à la TIM/TEH, contexte national et régional, éléments constitutifs de la TEH/TIM, organisation service et Coordination avec les BF, recherche et transmission du renseignement.



- Fourniture d'équipements\*.
- Réhabilitation d'infrastructures.

*Maintien de l'appui au Service Central de Protection de Personnes Vulnérables (SCCPV) de la DCIJ, service référent en matière de traite des êtres humains*

*Renforcer et consolider les capacités des acteurs institutionnels dans la lutte contre la traite des personnes et la prise en compte des victimes en Guinée, y compris les mineurs – Police, Gendarmerie, Magistrat*

- Formation/ remise à niveau des effectifs et formation de formateurs : recueil et administration du renseignement, procédures, direction d'enquête.
- Appui transversal aux stratégies d'égalité de genre, formations et sensibilisation sur les aspects genre avec une attention particulière envers les jeunes et les femmes
- Mentorat.
- Fourniture d'équipements tel que du matériel roulant pour permettre la conduite des enquêtes, du matériel informatique pour faciliter la rédaction, le suivi et la transmission des procédures (ex : ordinateurs, imprimantes, y compris mobiles) mais aussi de l'équipement technique pour la conduite des enquêtes notamment (ex : jumelles, radio, loupes, appareil photo/vidéo...)
- Renfort du Centre de Formation judiciaire dans la formation initiale des magistrats : conduite de modules dédiés aux techniques d'enquête ; aux réseaux criminels de TIM/TEH et à la délinquance économique et financière et formation continue des procureurs et juges d'instruction – en formation conjointe avec les enquêteurs spécialisés : techniques spéciales d'enquêtes et fiches d'enquête. Les futurs magistrats seront également formés aux interactions entre la corruption et la traite.

### **Activités liées au produit 1.3:**

Appui à l'Office National d'Identification (ONI) dans le strict cadre de la lutte contre la fraude documentaire

- Audit de démarrage.
- Formation des effectifs et formation de formateurs : fraude documentaire et lutte contre la corruption
- Fourniture d'équipements\* pour la lutte contre la fraude documentaire (principalement du matériel informatique pour la rédaction des procédures et du matériel technique pour la détection des faux)
- Réhabilitation d'infrastructures pour remettre en état les locaux de l'ONI afin de permettre aux personnels de travailler dans de bonnes conditions. La fourniture de mobilier pourrait être envisagée.

Dans le cadre du Produit 1, une attention particulière sera accordée aux considérations environnementales et climatiques lors de la réhabilitation des infrastructures et de la fourniture d'équipements. L'acquisition d'équipements prendra notamment en compte l'impact environnemental et les émissions, en privilégiant des pratiques d'approvisionnement, de livraison et de maintenance écologiques.

### **Activités liées au produit 2.1 :**

Sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et la traite des êtres humains.

- Appui aux structures communiquant les informations relatives aux risques de la migration irrégulière.
- Mise en place de dialogue intra-communautaire avec la société civile, en particulier les associations de femmes, associations des jeunes, les organisations communautaires de base, les communautés religieuses, les associations de personnes vivant avec un handicap, la diaspora et les associations de personnes migrantes de retour pour valoriser les expériences et la contribution au développement local des personnes de retour.
- Appui au CNLTPPA pour le développement et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation sur le phénomène, en collaboration avec les OSC et les autorités communautaires ainsi qu'un appui au CNLTPPA pour la collecte et la synthèse d'informations statistiques relative à la Traite des êtres humains
- Renforcement du partenariat « public-privé » de la lutte, en tenant compte les acteurs économiques locaux, coopératives, à travers le plaidoyer auprès du secteur privé. Développement d'activités de sensibilisation sur des sujets tels que les risques et les alternatives à la migration irrégulière (y compris l'information sur les droits, les opportunités locales, les options de mobilité régionale ainsi que les activités favorisant la déstigmatisation des retournés et la cohésion sociale)

au sein des structures nationales et décentralisées ou autres structures identifiées (BAOS/ CIOJ, Maisons des jeunes, Maison de l'emploi, etc.) et en coopération avec les partenaires locaux.

- Organisation de services conseil mobiles et des tournées de présentation (à travers le Ministère de la Jeunesse) avec une attention particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap

### **Activités liées au produit 2.2 :**

#### **Information sur les opportunités socio-économiques et sur les opportunités de mobilité régulière.**

- Appui aux structures informant des opportunités socio-économiques en Guinée et de mobilité internationale existante, (valorisation de la diaspora et valorisation des acquis pendant les périodes migratoires)
- Soutien à la mise en place d'un système d'information permanent sur les parcours de migration régulière, notamment sur les opportunités de mobilité professionnelle et étudiante avec une attention particulière envers les jeunes, les femmes (procédures et conditions pour l'obtention d'une bourse et visa, etc.)

### **Activités liées au produit 2.3.**

#### **Renforcement de l'action du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes et Pratiques Assimilées (CNLTTPA)**

- Formation du personnel
- Réalisation d'activités de sensibilisation

#### **Renforcement des capacités de gestion de la migration par la DGGE et autres acteurs centraux et locaux**

- Renforcement des acteurs centraux et locaux pour mieux gérer et accompagner la réintégration durable des personnes migrantes de retour avec une attention particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap,
- Renforcement des capacités de la DGGE pour mieux gérer, coordonner et accompagner l'accueil et la réintégration des personnes migrantes de retour avec une attention particulière envers les femmes et les personnes vivant avec un handicap.
- Renforcement d'autres institutions pertinentes, OSC, secteur privé, etc. dans la réintégration des personnes migrantes de retour.
- Activation/renforcement du système de référencement et de suivi des personnes migrantes de retour dans les territoires ciblés en lien avec le niveau national, ainsi que les procédures standards opérationnelles pour l'identification, le référencement et l'accueil des personnes victimes de la traite et des pratiques assimilées avec une attention particulière envers les femmes et les personnes vivant avec un handicap.
- Développement et/ou renforcement d'outils numériques pour la mise à jour d'une cartographie dans ces deux matières.
- Soutien aux institutions publiques de l'emploi dans le renforcement/ l'élaboration d'une cartographie des opportunités de (ré)intégration socio-économique pour les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec un handicap et les migrants de retour, avec un accent particulier sur les régions où les structures d'orientation et de coordination décentralisées et centrales sont établies / renforcées, en fonction des besoins spécifiques de la cible identifiée en amont.

### **Activités liées au produit 2.4.**

#### **Réintégration durable des personnes migrantes de retour et victimes de la traite et des communautés d'accueil**

- Effectuer une évaluation pour identifier les besoins spécifiques (appui-psychosocial, réintégration sociale des personnes de retour), avec une attention spéciale aux femmes migrantes de retour et aux enfants et pour identification de l'offre de services existante sur les territoires ciblés (soit dans les hôpitaux, dans les centres de santé ou encore dans des structures associatives).
- Augmentation de l'offre des services d'accès aux droits, y compris des soins sanitaires et psychosociaux sur le territoire ciblé (réhabilitation, formation à l'offre de soins psychosociaux, renforcement de la coordination...), avec une attention particulière aux femmes migrantes de retour et aux enfants et personnes migrantes avec un handicap.

- Renforcement des capacités du personnel des services existants sur les territoires ciblés pour la mise en place d'une prise en charge intégrée (du référencement au suivi de la prise en charge).
- Renforcement des capacités des familles et des communautés d'accueil des migrants de retour, avec une attention aux spécificités des femmes migrantes de retour et des enfants.
- Appui au dynamisme du milieu associatif local pour la prévention de la stigmatisation et des tensions entre membres des communautés
- Renforcement économique des familles d'accueil des personnes migrantes de retour, à travers des solutions adaptées au contexte (création d'activités génératrices de revenus, accès aux microcrédits, création d'associations villageoises d'épargne et de crédit, etc) et à la valorisation de projets de subsistance durable, avec un accent particulier sur la préservation de l'environnement et la résilience face au changement climatique.
- Soutien ciblé aux initiatives socio-économiques existantes (publiques ou réalisées en coopération avec des acteurs de développement) permettant l'insertion socio-économique des personnes migrantes de retour.

Le programme va assurer la communication avec l'OIM pour permettre une bonne compréhension des complémentarités possibles, sur base de l'offre d'opportunités locales qui seront appuyées/renforcées au travers du programme. Un suivi sera assuré (sensibilisation / orientation / prise en charge) pour toutes les personnes accompagnées au retour par OIM (via MPRR et tout autre projet) et qui seront référencées vers le programme (directement ou vers les acteurs qu'on appuiera sur le terrain). Le programme va renforcer le système de suivi territorial des personnes référencées mis en place par les BAOS, ce qui permettra à l'OIM et aux acteurs qu'il appuie d'avoir une vue sur la réintégration de ces personnes.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

##### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

##### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)**

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)].

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Bien que la représentativité des femmes demeure limitée au sein de la police et de la gendarmerie guinéenne, un plaidoyer politique sera entrepris dans le cadre du présent projet pour inviter les autorités guinéennes à recruter davantage de profils féminins. Un appui pourra être apporté aux stratégies d'égalité de genre de la police et la gendarmerie et l'inclusion des formations et activités de sensibilisation sur les aspects genre, notamment les violences basées sur le genre ainsi qu'une offre de services d'accès aux droits, y compris des soins sanitaires et psychosociaux pour les femmes migrantes. Par ailleurs, concernant les personnes migrantes, même si la majorité est de genre masculin, les femmes sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles ou à de l'exploitation. Il est donc nécessaire de porter une vigilance particulière aux femmes.

#### **Droits humains**

Les appuis apportés aux forces de sécurité concernant la lutte contre le trafic et la traite pourraient entraîner des risques des violations des droits fondamentaux. Il est indispensable que les formations dispensées aux Forces de Sécurité Intérieure comprennent des modules « droits humains », notamment concernant l'audition, l'identification, la protection et le référencement des victimes.

L'action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra, notamment au sein des institutions et organisations bénéficiaires. L'action s'appuie sur l'approche fondée sur les droits humains qui inclut le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains des différentes parties prenantes aussi bien dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions. De plus, migration et droits humains sont intrinsèquement liés. Les violations des droits humains à l'encontre des personnes migrantes peuvent prendre différentes formes, dont la privation des droits civils et politiques, tels que la détention arbitraire, la torture ou l'absence d'une procédure régulière, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels tels que le droit à la santé, au logement ou à l'éducation. Le déni des droits des personnes migrantes est souvent étroitement lié à des lois discriminatoires et à des préjugés et des comportements xénophobes profondément ancrés.

De plus, le projet assurera le respect du droit de la personne à travers toutes les phases de l'enquête par les forces de l'ordre. La méthodologie de mentorat soutenue ici pour les forces de sécurité devrait permettre un suivi rapproché dans la conduite des enquêtes, depuis l'interpellation, jusqu'à l'audition et la levée de la garde à vue. Les fondamentaux du droit international auquel s'aligne le droit guinéen seront respectés grâce à un suivi quotidien des affaires par les membres de l'équipe projet. Tout manquement fera l'objet d'une remise à niveau qui permettra une acquisition de compétence sur le long terme.

---

### **Invalidité/Handicap**

Les besoins spécifiques des personnes en situation d'handicap (y compris l'accès aux services de réintégration sociale des personnes de retour), seront dûment évalués et pris en compte mais conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0.

---

### **Réduction des inégalités**

En vue de promouvoir et soutenir la cohésion sociale, cette action visera à réduire les facteurs d'inégalités qui touchent les personnes migrantes de retour, afin d'assurer une réintégration durable au sein de la communauté. Une attention particulière sera donnée aux jeunes (18-35 ans) et aux personnes migrantes de retour en Guinée.

---

### **Démocratie**

Un des trois axes du programme proposé concerne le renforcement des capacités des structures en charge de la gouvernance migratoire, visant ainsi une plus grande démocratisation de la Guinée. La prédominance des considérations sécuritaires a justifié d'ailleurs l'adoption de lois discriminatoires portant atteinte aux droits des ressortissants étrangers.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Toutes les actions menées dans le cadre de la présente action visent à renforcer la résilience des institutions et des populations en leur offrant les plateformes et outils pour mieux répondre aux enjeux de stabilité, autant politique que sociale et sécuritaire.

La migration, qu'elle soit régulière ou irrégulière, est intimement liée aux conflits, même si elle peut trouver ses origines dans des conditions économiques – dans les deux cas la connexion avec la résilience fait surface. De plus, la réintégration des personnes migrantes de retour peut faire surgir des conflits potentiels liés aux gestions des ressources naturelles, à une augmentation de la concurrence sur le marché de l'emploi, à une inégalité de traitement, etc. Cette intervention s'inscrit dans une approche sensible aux conflits articulée autour du principe «do no harm» et vise le renforcement de capacités de l'État guinéen dans le domaine ayant un impact sur la sécurité des populations et leur résilience. Toutes les activités seront par ailleurs mises en œuvre selon une approche pérenne et inclusive basée sur une méthodologie participative et de renforcement des capacités.

L'action portera un regard attentif à la bonne adéquation des mesures proposées aux appareils étatiques et à la promotion de la cohésion sociale.

---

**Réduction des risques de catastrophes**

L'action n'aura pas d'impact sur la réduction des risques de catastrophes.

**Autres considérations, le cas échéant**

Néant

**3.4 Risques et enseignements tirés (répertorié par catégorie)**

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)</b>	<b>Impact (élevé/ moyen/ faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
1 - Environnement externe	Manque d'engagement/de volonté politique durable en matière de réforme de l'appareil policier et judiciaire de la DCPAF/risques politiques.	Moyenne	Élevé	Les autorités guinéennes ont manifesté leur volonté d'agir pour une réforme durable de l'appareil policier et judiciaire et ont intégré que le soutien des partenaires techniques et financiers dépendait de leur engagement.
	Insuffisance des ressources de la DCPAF et de la DGGN pour maintenir les infrastructures en condition opérationnelle et poursuivre les actions initiées.	Élevée	Élevé	Ce risque est élevé et remettrait en cause l'impact du projet. Il faudra continuellement penser à la pérennité du projet à l'issue de celui-ci en créant des structures qui pourront fonctionner avec des budgets contraints et autonomes. Un plaidoyer continu sera entrepris par l'équipe du projet pour la sécurisation de budgets de fonctionnement au sein des structures appuyées.
	Persistance du mode de fonctionnement informel au sein même des deux forces de sécurité et résistance aux changements	Élevée	Moyen	Un plaidoyer continu sera entrepris auprès des autorités bénéficiaires pour assurer la mise en place de conditions de travail propice à l'atténuation du recours à des modes de fonctionnement informels.
	Cas de force majeure (crise politique ou institutionnelle majeure, catastrophe naturelle), forte dégradation de la situation sécuritaire	Moyenne	Élevé	Suivi régulier de la situation politique, adaptation des logiques d'intervention selon une approche flexible, et applications des plans de sécurité des agences de mise en œuvre, le cas échéant.
	Violations de droits humains	Moyen	Élevé	Un travail continu sera entrepris auprès des autorités bénéficiaires pour assurer le respect des droits humains et pour renforcer l'attention aux droits humains
2 - Aspects de légalité et de régularité	Manque de confiance des personnes migrantes de retour envers les institutions	Élevée	Élevé	Élaboration d'un plan de rapprochement à l'accueil des personnes migrantes de retour, en synergie avec le programme OIM.

3 - Planification, aux processus et aux systèmes	Faible capacité d'absorption du fait d'un manque de moyens humains et matériels, aux niveaux national et local.	Élevée	Élevé	Suivi continu de l'analyse organisationnelle et des besoins des institutions concernées et renforcement des capacités des institutions guinéennes.
	Inadéquation entre les capacités de pilotage des autorités nationales et les besoins de coordination du projet	Élevée	Élevé	Une emphase spécifique sera mise sur le renforcement de capacités des contreparties nationales en vue d'accroître leurs capacités de pilotage stratégique.
	Manque de coordination des PTF et des institutions, chevauchement et risque de surcharge de la DGGE	Moyenne	Moyen	Dynamisation des plateformes de coordination. Formation sur le lieu de travail (training on the job) des fonctionnaires des institutions concernées.
4 - Personnes et organisation	Les femmes sont empêchées d'être incluses pour une multitude de raisons, notamment les coutumes culturelles, les normes de genre préjudiciables, les mécanismes de protection inadéquats, le manque de services d'accès aux droits. Le même risque s'applique aux personnes vivant en situation de handicap.	Moyenne	Moyen	Les organisations et réseaux de femmes et de personnes en situation de handicap seront parmi les groupes consultés, renforçant ainsi la participation des femmes dans tous les services de protection impliqués dans l'action
	Tensions sociales, résultant de la perception des avantages que les bénéficiaires finaux pourraient tirer du programme ou effet incitatif à la migration.	Élevé	Moyen	Une articulation avec les services de droit commun est systématiquement recherchée. En outre, le programme s'intègre dans des actions de communication en faveur d'un changement de perceptions vis-à-vis de la migration et des politiques nationales en la matière.

#### Enseignements tirés :

Concernant l'appui apporté aux forces de sécurité intérieure guinéennes, compte-tenu des acquis du *Partenariat Opérationnel Conjoint* France - Guinée pour la prévention et la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, on sait que la méthodologie d'accompagnement opérationnel quotidien favorise durablement la motivation et l'engagement des bénéficiaires. Elle permet également leur autonomisation et offre l'opportunité d'un



accompagnement durable sur des questions transversales tels que la sécurisation des budgets de fonctionnement, essentielles à la pérennisation et à l'efficacité de l'action.

Par ailleurs, la formulation de l'action migration/réintégration se base sur la longue expérience de travail de la Délégation de l'UE avec les autorités guinéennes et les différentes parties prenantes, notamment à travers le projet INTEGRA, mais également, d'autres projets financés par l'UE tels que l'Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes (ALTP) ou par ses États membres (exemple du projet CRPM financé par l'AFD). Les enseignements tirés de ces projets soulignent la nécessité d'établir une analyse permettant de repérer et d'anticiper les tensions entre les objectifs liés à la migration, au retour, au genre et à l'auto-emploi.

Durant les phases de conception et de lancement, les décisions concernant les approches, les secteurs, les métiers et les formations doivent découler d'une définition précise du groupe cible. Elles devraient également s'appuyer sur une analyse approfondie et des connaissances solides concernant les groupes visés, leurs intérêts économiques, leurs motivations, et inclure une perspective de genre, cependant un focus sera fait sur les secteurs vert et bleu et la gestion des ressources naturelles. Cette analyse devra être adaptée aux contextes spécifiques des sites d'intervention, étant donné que les profils de migration et de retour peuvent varier d'un endroit à un autre. Il est également essentiel de prendre en compte les divers intérêts et besoins des différents groupes cibles, car les hommes migrants de retour peuvent avoir des priorités différentes de celles des femmes ou des victimes de la traite. Une leçon importante à retenir pour les projets futurs est de dépasser le ciblage strict des personnes migrantes de retour ayant bénéficié de l'assistance des programmes de retour volontaire ou humanitaire assisté. Cette approche plus inclusive a permis de mieux répondre aux réalités contextuelles et d'opérationnaliser plus efficacement les objectifs en atteignant un éventail plus large de personnes migrantes de retour. L'expérience des projets mentionnés révèle également que la flexibilité des mesures dans les projets liés à la migration peut offrir une adaptation autonome à la dynamique du terrain, tout en restant en harmonie avec les objectifs généraux de l'UE en matière de migration.

En ce qui concerne l'orientation et le référencement, le projet INTEGRA a trouvé des solutions en établissant des mécanismes de coordination supplémentaires avec d'autres partenaires. Des partenariats formels et informels ont été établis avec des organisations telles que la Croix-Rouge et des ONG, permettant ainsi de mieux cibler et mobiliser les personnes migrantes de retour. L'implication de la société civile a, par ailleurs, permis d'établir une relation de confiance avec les personnes migrantes en utilisant des outils de mobilisation existants pour éviter la stigmatisation et mettre en avant les réussites individuelles.

Une autre leçon claire tirée du projet INTEGRA est qu'il est important de diversifier le choix des professions proposées pour s'assurer de l'intérêt de tous les apprenants, hommes et femmes, dès le début, en particulier lorsqu'un objectif d'égalité entre les sexes est inclus pour les bénéficiaires. Cela peut impliquer d'étudier quelles professions peuvent être prometteuses pour les hommes et pour les femmes, de travailler en parallèle sur les représentations et contre-exemples positifs dans les différents métiers considérés comme sexo-spécifiques, et de disposer de données spécifiques au genre. Un autre angle mort était le point de vue des femmes sur le crédit et la gestion financière, sur lequel aucune donnée n'a été collectée et qui serait un élément important à inclure dans les projets futurs.

En matière de gouvernance multi-niveaux, l'expérience d'INTEGRA confirmée par les projets ALTP et CRPM souligne l'importance de l'implication et de la communication avec les acteurs locaux et nationaux. Cette implication nécessite des ressources internes adéquates et une coordination efficace, y compris avec des structures gouvernementales moins évidentes mais pertinentes. L'établissement de partenariats avec des parties prenantes étatiques dès le départ, en désignant des points focaux et en promouvant une approche de co-construction et de co-responsabilité dans la mise en œuvre et le pilotage des actions, renforce l'engagement et, de fait, l'appropriation des réalisations clés du programme. Cela favorise ainsi leur pérennisation au-delà de l'Action. Il est également vital de considérer la capacité opérationnelle des structures étatiques aux niveaux central et local dès le départ pour une mise en œuvre réussie et de déployer des actions pour renforcer l'écosystème si nécessaire.

En outre, la multiplicité des acteurs intervenant dans le secteur de la migration et notamment de la réintégration, met en évidence la nécessité d'un dialogue pluri-acteurs et multi-niveaux pour assurer une meilleure coordination des actions et un maillage optimisé des interventions. Dans le cadre du projet CRPM, les espaces de dialogue pluri-acteurs, dans leur dimension tant régionale que nationale, ont permis de faire émerger des dynamiques de co-construction entre familles d'acteurs (institutions, société civile, recherche) et de renforcement des capacités entre pairs, porteurs d'actions et d'innovation. Tout en respectant les prérogatives de chaque acteur, il est donc important de continuer à accompagner le décloisonnement entre les acteurs et d'agir à toutes les échelles.

Le projet CRPM a par ailleurs témoigné de l'importance de la donnée pour permettre une conception, un pilotage et suivi pertinents dans le secteur de la migration et notamment de la réintégration, quelle que soit l'échelle à laquelle on se positionne. Compte tenu des difficultés d'accès et de disponibilité des données en Guinée, l'évaluation du projet pose l'enjeu de collecte, de traitement, de mise à jour et de valorisation des données comme primordial et recommande de produire les données lorsqu'elles n'existent pas, pour éclairer l'action des acteurs. Le projet est donc sensible à cet aspect non seulement en matière de référencement mais aussi de renforcement des capacités de pilotage et de suivi de la réintégration par les institutions en charge de la réintégration et en faveur des acteurs de terrain en charge de l'accompagnement des personnes migrantes de retour.

De nombreux exercices d'évaluation et d'apprentissage ont été menés dans le cadre de l'Initiative conjointe et de sa Mesure individuelle, tels que l'évaluation régionale de l'assistance à la réintégration, l'évaluation du programme au niveau régional, et des ateliers d'identification des leçons apprises. Les points suivants sont tirés de ces différents exercices.

#### **Dans le cadre de la réintégration :**

- L'accompagnement technique des bénéficiaires (formation et coaching) a eu un impact certain mis en évidence aussi bien pour les bénéficiaires de projets individuels, collectifs et communautaires.
- Le taux de survie des initiatives collectives est de l'ordre de 66%. Il est de 74% au niveau des initiatives individuelles et de l'ordre de 87.5% dans les projets communautaires (encourageant la mise en œuvre de projet communautaire).
- L'initiative conjointe UE-OIM a confirmé la pertinence et la valeur ajoutée d'une approche intégrée de la réintégration s'appuyant sur la gestion de cas et l'évaluation des besoins individuels et de la vulnérabilité. Avant l'Initiative conjointe UE-OIM, de nombreuses agences gouvernementales et ONG locales n'avaient qu'une expérience limitée de la gestion des traumatismes et autres problèmes psychosociaux des migrants. Comme l'a montré l'évaluation régionale de la réintégration au Sahel et au lac Tchad, il est nécessaire de continuer à soutenir la réintégration sociale et de permettre la fourniture d'une assistance pour les vulnérabilités plus graves ou à plus long terme.

#### **Dans le cadre du renforcement de capacités :**

- Dans le cadre de l'Initiative conjointe, le renforcement de la gouvernance des migrations allait de pair avec la fourniture de services de protection, de retour et de réintégration. Ces deux éléments doivent continuer à être étroitement liés pour garantir que les leçons tirées de la mise en œuvre directe entraînent l'intégration de mesures adéquates dans les lois et politiques nationales ;
- L'Initiative conjointe a joué un rôle primordial dans le développement de partenariats et de synergies avec de multiples programmes et acteurs pour favoriser la réintégration des migrants. Le développement de ces synergies présente des difficultés liées aux objectifs, cibles et ressources de chaque programme et acteur, mais il est essentiel de maintenir et développer ces opportunités d'orientation pour offrir des services holistiques aux migrants de retour ;
- Le rôle joué par les plateformes multilatérales, mécanismes de coordination, et groupes techniques est essentiel pour assurer l'appropriation nationale, et rassembler les expertises locales en vue d'une meilleure gestion de l'assistance à la réintégration. De tels mécanismes doivent continuer à être renforcés, en tenant compte des difficultés rencontrées (comme les changements de personnels des agences gouvernementales, par exemple).

### **3.5 Logique d'intervention**

L'action proposée vise à offrir aux forces de sécurité guinéennes les conditions d'une intervention quotidienne efficace et pérenne pour lutter plus efficacement contre les phénomènes de trafic illicite de migrants et de traite des êtres humains. Cela passera notamment par un appui à la redéfinition d'un cadre précis d'intervention, à l'amélioration des conditions matérielles de travail, au renforcement des capacités opérationnelles et judiciaires des unités compétentes mais également à un renforcement du maillage territorial.

Pour ce faire, l'action proposée œuvrera à redonner à la DCPAF son rôle central en matière de lutte contre le trafic illicite de migrants avec un renforcement conséquent des nouvelles structures de cette direction, pour que la DCPAF se concentre sur ses fonctions premières de contrôle aux frontières et de lutte contre la migration irrégulière. Une restructuration de l'organigramme existant sera indispensable tant du fait de la disparition de plusieurs services liés à la délivrance des titres que de la création nécessaire d'une Division Nationale des Investigations qui supervisera cette thématique et travaillera de concert avec les unités judiciaires compétentes. Une division « Coordination

Nationale », incluant le bureau analyses et statistique et le bureau relations extérieures, sera intégrée à cet organigramme, permettant de redonner à la DCPAF son rôle de leader dans la coordination des actions des services. Cette coordination s'effectuera en lien étroit avec les services déconcentrés travaillant dans les Commissariats spéciaux. En parallèle et afin de renforcer l'architecture globale du contrôle et de la surveillance des frontières dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains ou toute forme de criminalité, la mise en place de ces dispositifs se traduira par un renforcement du maillage territorial au niveau terrestre avec la création de 6 Brigades Frontières et de deux brigades nautiques au niveau maritime.

Pilier essentiel et prioritaire dans le cadre de la lutte contre l'immigration, le secteur de l'investigation sera particulièrement renforcé. Une Division Nationale des Investigations sera ainsi créée au sein de la DCPAF pour mener à bien des enquêtes sur les réseaux. Il s'agira d'un service référent qui centralisera les données recueillies par les différentes unités judiciaires et coordonnera le renseignement en la matière. Il supervisera et travaillera ainsi de concert avec des unités judiciaires déployées dans certains commissariats spéciaux importants. Un appui au renforcement des capacités d'investigation sera apporté au Service Central de Protection des Personnes Vulnérables (SCPPV) de la Direction Centrale des Investigations Judiciaires (DCIJ) qui deviendra l'organe de référence en matière de lutte contre la traite des êtres humains. En qualité de récipiendaire des plaintes, le SCPPV jouera un rôle central sur les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre. Ainsi le SCPPV veillera au développement de techniques spéciales d'enquête, notamment sur les parties techniques de surveillance et d'interpellation mais également sur les aspects relatifs à la garde à vue (la réglementation guinéenne étant en ligne avec les standards internationaux). De même il veillera aux techniques spécifiques d'audition (avec des approches spécifiques pour les victimes, notamment les femmes et les mineurs).

Enfin, l'Office National d'Identification (ONI), qui devrait être prochainement en charge de la délivrance des passeports et des cartes nationales d'identité (CNI), sera intégré au dispositif de coordination permettant d'établir un dialogue et d'assurer la remontée d'information avec les services enquêteurs guinéens pour lutter plus efficacement contre la fraude documentaire grâce à des contrôles approfondis des pièces d'état-civil.

Dans la continuité du Partenariat Opérationnel Conjoint, financé par la Commission et mis en œuvre par CIVIPOL de septembre 2020 à juillet 2023, le présent projet sera construit sur une méthodologie d'accompagnement opérationnel (mentorat) basée sur des objectifs de pérennisation et d'autonomisation.

Du côté de la logique d'intervention du volet de la réintégration durable et holistique des personnes migrantes de retour, celle-ci se base sur l'expérience acquise en Guinée. Les activités, produits et objectifs spécifiques ont été adaptés en fonction de cette expérience et des évaluations qui ont pu être menées, notamment concernant les politiques migratoires et la réintégration socio-économique en Guinée, à travers le projet INTEGRA ainsi que des résultats et évaluations conduites dans le cadre des projets ALTP et CRPM, et l'Initiative Conjointe EU-IOM.

L'approche en matière de bonne gestion et gouvernance de la migration et de la réintégration durable des personnes migrantes repose sur le postulat de l'importance de l'appropriation des autorités nationales des activités qui seront mises en œuvre et d'une bonne capacité de suivi et de coordination des différents acteurs, tant étatiques (titulaires d'obligations), que des partenaires techniques et financiers ainsi que des titulaires de droits (personnes migrantes de retour femmes, hommes et aussi les jeunes (18-35 ans) vivant en situation de vulnérabilité). L'objectif général de l'action est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance des migrations et de la réintégration durable des personnes migrantes de retour en Guinée. Cet objectif pourra être atteint à travers l'objectif spécifique qui est d'appuyer le déploiement des mécanismes de gouvernance de la réintégration au niveau territorial en renforçant les systèmes locaux de référencement des personnes migrantes de retour vers des opportunités d'insertion socio-économique et la prise en charge holistique de leurs besoins psychosociaux.

Ainsi, l'action entend soutenir en premier lieu les personnes migrantes de retour dans leur réintégration socio-économique et psychosociale avec une attention particulière envers les femmes et les personnes vivant avec un handicap. L'action proposera un soutien aux institutions publiques de l'emploi dans le renforcement de leur offre de services et dans l'élaboration d'une cartographie des opportunités de (ré)intégration socio-économique pour les jeunes et les personnes migrantes de retour, avec un accent particulier sur les régions où les structures d'orientation et de coordination décentralisées et centrales sont établis et/ou renforcés, en fonction des besoins spécifiques de la cible identifiée en amont. En vue de promouvoir la cohésion sociale, le vivre ensemble et la prévention des tensions entre communautés et personnes migrantes de retour, l'action appuiera les structures communiquant les informations relatives aux risques de la migration irrégulière, mais également les structures informant des opportunités socio-

économiques en Guinée et de mobilité internationale existante. Elle s'intéresse également à la réintégration familiale, facteur impactant la réinsertion durable des migrants de retour. Des activités de sensibilisation et des dialogues intra-communautaire avec la société-civile, les associations diasporiques et de personnes migrantes de retour pourront être mis en place pour valoriser les expériences et la contribution au développement local des personnes de retour. Finalement, l'action entend soutenir le renforcement de capacité des acteurs étatiques, et en particulier des directions concernées du MAEGE, à savoir la DGGE dans la mise en œuvre de sa politique migratoire ainsi que d'autres acteurs au niveau territorial sur le système de référencement et les mécanismes d'orientation. L'action visera à renforcer le décloisonnement et la mise en lien entre acteurs (autorités nationales, OSC, secteur privé et organisations internationales) ainsi que leur déclinaison au niveau des territoires et des régions visées pour l'orientation vers un soutien économique, social et psychosocial des personnes migrantes.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut/peuvent être élaboré(s) au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d’activités)						
Résultats	Chaîne des résultats (a): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact (OG)	Renforcer la gestion des migrations, la politique migratoire et la gouvernance des migrations en Guinée	Pourcentage de migrants irréguliers (par rapport au nombre total de migrants irréguliers) sortant du territoire guinéen  (Indicateur TEI regional)	2022 : TBC	A définir	OIM	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1 (OS1)	Renforcer les capacités de contrôles aux frontières et d’investigations de la police et de gendarmerie, en étroite collaboration avec la Justice concourant à une meilleure gestion des flux de personnes, à la surveillance et protection des frontières et à une amélioration dans la lutte contre le trafic de personnes migrantes et la traite des êtres humains	% des enquêtes de TIM/TEH réalisées par semestre dépourvues de vice de forme et donnant lieu à des poursuites judiciaires	300 - 2022	600 – 2024 900 – 2025-2026	Statistique DCPAF	La DCPAF et le HCGN respectent leurs engagements en matière de recrutement.  Les prérogatives de délivrances des titres de la DCPAF sont réellement transférées à l’ONI.

<b>Produit 1</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	La DCPAF est mieux organisée, lui permettant de remplir pleinement ses missions de contrôle aux frontières (aérienne, terrestre et maritime) et de chef de file dans le cadre de la lutte contre les migrations irrégulières	% Décret définissant les missions et attributions de la DCPAF	1.1.1- 0 - 2022	1.1.1 – 1 - 2026	Documents officiels de l'État	La DGNP s'engage à restructurer et remettre en perspective le positionnement de la DPAF.
		% enquêtes initiées sur base de renseignement transmis par le mécanisme de remontée d'information par semestre	1.1.2. 0 - 2022	12 – 2024 25 – 2025-2026	Statistiques DCPAF	La DGNP s'engage à recruter des cadres adaptés à la restructuration de la DCPAF.
		% de signalements transmis par semestre par les PPF conduisant au démarrage d'une enquête	1.1.3. 0 -2022	45 -2025	Statistiques DCPAF	La DGNP s'engage à identifier des locaux pour la nouvelle DCPAF  La remontée d'information est systématique et organisée.  La DCPAF et le HCGN s'engagent à appliquer les nouvelles directives communes.



<b>Produit 2</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	Les capacités d'action et de mobilité de la gendarmerie nationale sont renforcées dans les trois zones frontalières présentant un intérêt stratégique et une vulnérabilité particulière (Mali - Sénégal - Guinée-Bissau) et aux abords de la frontière maritime bissau-guinéenne.	<p>% signalements transmis par semestre par les éléments des Brigades et Escadrons conduisant au démarrage d'une enquête</p> <p>% de personnes vulnérables et victimes de la traite ayant bénéficié de l'appui du Service Central de Protection des Personnes Vulnérables de la DCIJ (désagrégué par sexe, âge et handicap).</p>	<p>1.2.1. 8 – 2022</p> <p>1.2.2. TBD</p>	À déterminer	Statistiques DCIJ	Le HCGN s'engage à dédier à 80% les EGF à la surveillance des frontières.
<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	L'Office Nationale d'Identification (ONI) bénéficie de renforcement de capacités en matière de fraude documentaire et concourt à l'identification des faux dans la conduite des enquêtes des unités spécialisées.	% vérification effectuée donnant lieu à la détection d'un faux par l'ONI	1.3.1. 0-2022	À déterminer	Statistiques ONI	L'ONI s'engage à collaborer activement avec les services enquêteurs.
<b>Effet direct 2 (OS)</b>	<b>Améliorer la gestion de la migration, à travers la coordination des services en charge, la diffusion de l'information et la réintégration durable des personnes migrantes de retour en Guinée avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.</b>	<p>Nombre de services intervenant dans la gestion des migrations renforcés dans leurs missions, désagrégués par sexe et handicap)</p> <p>Nombre d'acteurs formés sur les besoins spécifiques en matière de protection des femmes et mineurs migrants de retour (désagrégué par sexe)</p>	À mesurer dans la ligne de base	À établir sur la base des résultats de l'étude de ligne de base	Étude de base  Rapports d'avancement  Études d'impact	Crédibilité des données  Volonté de collaboration  Qualité des formations  Disponibilité des acteurs sur le terrain  Qualité de gestion de projet

<b>Produit 1</b>  lié à l'effet direct 2	La prévention et sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière, le trafic de migrants et de la traite des êtres humains, avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap est améliorée.	<p>Nombre de jeunes sensibilisés sur les risques de la migration irrégulière, y compris traite et trafic (désagrégué par sexe et handicap et si possible lieux de formation pour assurer un maillage territorial)</p> <p>Degré d'augmentation de connaissances des jeunes concernant les risques de la migration irrégulière.</p> <p>Collecte statistique de la CNLTTPA</p>	2.1.1 A mesurer dans la ligne de base	À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base, tenant en compte des projets antérieurs	Étude de base  Rapports d'avancement  Études d'impact	Ouverture des personnes ciblées à la sensibilisation  Contexte socio-économique
<b>Produit 2</b>  lié à l'effet direct 2	L'accès à l'information sur les opportunités socio-économiques au niveau national et sur les opportunités de mobilité régulière à l'international est renforcé avec une priorité particulière envers les jeunes et les femmes.	<p>Nombre de jeunes sensibilisés sur les opportunités socio-économiques en Guinée et sur les opportunités de mobilité régulière existantes (désagrégué par sexe et handicap)</p> <p>Degré d'augmentation de connaissances des jeunes concernant les opportunités socio-économiques existantes en Guinée et les opportunités de mobilité régulière.</p>	<p>2.2.1 À mesurer dans la ligne de base</p> <p>2.2.2 À mesurer dans la ligne de base</p>	À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base	Étude de base  Rapports d'avancement  Études d'impact	Qualité de l'assistance technique
<b>Produit 3</b>  lié à l'effet direct 2	Les capacités de gestion de la migration par la DDGE et autres acteurs centraux et locaux sont renforcées	<p>Nombre d'institutions bénéficiant d'un renforcement de capacité dans le référencement et la procédure opérationnelle d'accueil pour les retournés, y compris les victimes de la traite.</p> <p>Degré d'augmentation des connaissances acquises par la DGGE et les autres acteurs centraux/ locaux.</p>	2.3.1 À mesurer dans la ligne de base	À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base	Étude de base  Rapports d'avancement  Études d'impact	Collaboration entre tous les acteurs concernés  Fonctionnement des structures sur le terrain
<b>Produit 4</b>  lié à l'effet direct 2	La réintégration durable des personnes migrantes de retour et victimes de la traite est améliorée avec une priorité particulière envers les jeunes, les	Nombre de migrants de retour ayant bénéficié d'un appui à la réintégration (désagrégué par sexe, âge et statut)	2.4.1 À mesurer dans la ligne de base	À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base, tenant	Étude de base Rapports d'avancement Études d'impact	Les leçons apprises de projets antérieurs sont

	femmes et les personnes vivant avec un handicap.	<p>% de migrants de retour ayant bénéficié d'un appui à la réintégration indiquant être satisfaits par l'appui reçu (désagrégé par sexe, âge et statut)</p> <p>Pourcentage des membres de la communauté interrogée signalant qu'ils se sentent impliqués dans l'identification, la conception et/ou mise en œuvre d'une réintégration communautaire (désagrégé par sexe et âge)</p> <p>% des personnes migrantes de retour ayant bénéficié d'un système de référencement vers d'autres programmes de développement (désagrégé par sexe, âge et statut)</p> <p>Nombre de victimes de la traite des êtres humains ayant bénéficié d'un accès renforcé à leurs droits sociaux, notamment en termes de prise en charge psychosociale (désagrégé par sexe, âge et handicap).</p>	2.4.2 À mesurer dans la ligne de base	<p>en compte des projets antérieurs</p> <p>À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base</p>	Étude de base Rapports d'avancement Études d'impact	prises en considération
			2.4.3 À mesurer dans la ligne de base	<p>À établir sur base des résultats de l'étude de ligne de base, tenant en compte des projets antérieurs</p>	Étude de base Rapports d'avancement	<p>Volonté des familles et communautés à collaborer</p> <p>Les leçons apprises de projets antérieurs sont prises en considération</p>

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Guinée.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>15</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants :

- entités compétentes ayant une expérience avérée dans les secteurs concernés
- entités ayant une capacité opérationnelle reconnue dans le pays dans le domaine de l'action
- entités disposant d'expertise en matière d'égalité des genres et/ou engagement en faveur de l'égalité des genres (politique/stratégie, processus internes et capacités opérationnelles, entre autres) ;
- entités ayant la capacité financière et administrative requise

La mise en œuvre par cette et ces entités concerne l'ensemble des objectifs et résultats de la présente action.

#### 4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative) :

En cas d'impossibilité de mettre en œuvre cette action en gestion indirecte, une gestion directe – subvention - à partir d'un appel à proposition pourrait être considérée.

##### a) Objet des subventions :

Des subventions pourraient être accordées dans le cadre de l'objectif spécifique 1 « Renforcer les capacités de contrôles aux frontières et d'investigations de la police et de gendarmerie, en étroite collaboration avec la Justice concourant à une meilleure gestion des flux de personnes, à la surveillance et protection des frontières et à une

<sup>15</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

amélioration dans la lutte contre le trafic de personnes migrantes et la traite des êtres humains » et de l'objectif spécifique 2 « Améliorer la gestion de la migration, à travers la coordination des services en charge, la diffusion de l'information et la réintégration durable des personnes migrantes de retour en Guinée avec une priorité particulière envers les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap. »

**b) Type de demandeurs visés :**

Le type de demandeurs visés comprend des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, locale et internationale et/ou leurs plateformes. En effet, maintes organisations de la société civile ont en Guinée de l'expérience dans le domaine de la migration et l'accueil des personnes retournées dans le pays.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre (voir section 4.4)</b>	
<b>OS 1 Renforcer les capacités de contrôles aux frontières et d'investigations de la police et de gendarmerie concourant à une meilleure gestion des flux de personnes, à la surveillance et protection des frontières et à une amélioration dans la lutte contre le trafic d'êtres humains</b> Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution - cf. section 4.4.1	<b>7 850 000</b>
<b>Avec une répartition :</b>	
<b>Produit 1.1.</b> La DCPAF est mieux organisée, lui permettant de remplir pleinement ses missions de contrôle aux frontières (aérienne, terrestre et maritime) et de chef de file dans le cadre de la lutte contre les migrations irrégulières	2 550 000
<b>Produit 1.2.</b> Les capacités d'action et de mobilité de la gendarmerie nationale sont renforcées dans les trois zones frontalières présentant un intérêt stratégique et une vulnérabilité particulière (Mali - Sénégal - Guinée-Bissau) et aux abords de la frontière maritime bissau-guinéenne.	3 900 000
<b>Produit 1.3.</b> L'Office Nationale d'Identification (ONI) bénéficie de renforcement de capacités en matière de fraude documentaire et concourt à l'identification des faux dans la conduite des enquêtes des unités spécialisées.	1 400 000
<b>OS 2 Améliorer la gestion de la migration, à travers la coordination des services en charge, la diffusion de l'information et la réintégration des migrants de retour.</b> Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution - cf. section 4.4.1	<b>19 800 000</b>
<b>Avec une répartition :</b>	
<b>Produit 2.1</b> La sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et de la traite des êtres humains est améliorée.	1 000 000
<b>Produit 2.2</b> L'accès à l'information sur les opportunités socio-économiques et sur les opportunités de mobilité régulière est renforcé	2 000 000

<b>Produit 2.3.</b> Les capacités de gestion de la migration par la DDGE et autres acteurs centraux et locaux sont renforcées	5 000 000
<b>Produit 2.4.</b> La réintégration durable des personnes migrantes de retour et victimes de la traite est améliorée	11 800 000
<b>Évaluation</b> - cf. section 5.2 <b>Audit</b> - cf. section 5.3	<b>350 000</b>
<b>TOTAL ACTION</b>	<b>28 000 000</b>

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera mis en œuvre sous la responsabilité de l'entité ou des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères indiqués à la section 4.1.

Un comité de pilotage (COPIL) sera créé afin d'assurer le suivi stratégique de l'action et de prendre toute décision nécessaire à son bon déroulement en vue d'assurer l'atteinte de ses objectifs spécifiques et des résultats attendus ainsi que de veiller à l'appropriation du projet par l'ensemble des parties prenantes. Le COPIL sera composé de membres représentant les différentes institutions et parties prenantes clés impliquées dans le projet, avec une représentation équilibrée et inclusive d'au moins 30% de femmes.

Les particularités du COPIL, ses intégrants et fonctions, seront définis lors de l'élaboration des documents contractuels. L'UE aura un statut de membre avec droit de veto.

Le comité se réunira annuellement et sera chargé de :

- Apprécier l'état d'avancement du projet et l'atteinte des résultats sur la base des rapports d'exécution ;
- Approuver les plans de travail annuels du projet ;
- Faire des recommandations aux différentes parties dans le cadre de la mise en œuvre du projet ;
- Échanger sur les difficultés rencontrées dans le projet, et formulation de solutions.

Un Comité technique de suivi (CTS) sera également mis en place pour le co-pilotage opérationnel du projet, il permettra de formuler des recommandations stratégiques et également d'assurer que les différentes parties prenantes aient le même niveau d'information. Les comités de suivi seront convoqués trimestriellement. Des termes de référence seront élaborés pour définir ses attributions et sa composition,

La composition de ces comités comprendra au minimum des représentants du MAEAIGE, un représentant de la DUE et des représentants des entités de mise en œuvre et des structures bénéficiaires. Des personnes ressources pourront aussi participer aux comités.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance mentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).



La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- Les organisations en charge de la mise en œuvre de chaque produit ou sous-produit (cf. section 4.1) seront chargées de veiller à la mise en place d'un cadre logique pour leur intervention, relevant du cadre logique (c.f. section 3.6).
- Les indicateurs seront mesurés sur base permanente avec un système et une unité de suivi au sein de l'organisation.
- À tout moment, un tableau de suivi devra être disponible avec pour chaque indicateur une valeur de base, une valeur cible, une valeur actuelle et une brève explication pour d'éventuels écarts.

La participation active et significative des parties prenantes sera assurée à travers leur représentation au Comité Technique de suivi.

Tous les suivis et rapports évalueront la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagrégés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible.

Étant donné qu'il s'agit d'une initiative figurant dans trois TEI, le suivi des actions des autres États membres également inscrites dans ces trois TEI se fera dans le cadre du comité de suivi des TEI qui a lieu mensuellement

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission. En fonction de l'état d'avancement, un ROM pourra être commissionné (Results Oriented Monitoring).

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la coordination des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des projets et l'intégration des spécificités concernant les femmes migrantes.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Deux actions : (1) Re-integra (2) POC Références des actions (CRIS#/OPSYS#) : à déterminer
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Re-integra
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	POC
<b>Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	